

“Migrants” : un point de vue chrétien

Author : Riposte Catholique

Categories : [Documents](#), [En Une](#), [Riposte Catholique](#)

Date : 4 septembre 2015



Que nous enseignent l'Évangile et la doctrine sociale de l'Église sur le problème des "migrants" auquel l'Europe est confrontée de manière massive et inquiétante ? Directeur général de la Fondation Novae Terrae, « engagée à l'échelle internationale dans la promotion des droits de l'homme », le responsable politique Luca Volontè, ancien président du groupe Parti Populaire Européen (PPE/DC) à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, nous apporte son point de vue.



Le phénomène historique de la migration de masse que nous subissons en Europe devrait être géré et aurait dû être prévu à temps ; il y a vingt ans en effet, le *Plan sur les migrations et pour le voisinage en Méditerranée*, présenté par le commissaire António Vitorino, aurait pu être approuvé. Nous ne nous trouverions pas à l'heure actuelle dans la situation où nous sommes et, surtout, des centaines de milliers de personnes, peut-être des millions, ne seraient pas

contraintes de quitter leur pays d'origine.

Rappelons quelques critères d'action inspirés des enseignements sociaux chrétiens qui peuvent constituer un écran utile face aux polémiques et aux instrumentalisation de ces dernières semaines et nous permettre d'apprécier comme il convient les choix et les décisions des différents gouvernements et de l'Union Européenne elle-même.

Pour apprécier le phénomène de manière *chrétienne*, il faut certainement tirer de l'Ancien et du Nouveau Testament une considération d'ordre général : le peuple hébreu est un peuple qui, pendant longtemps, depuis son appel à sortir d'Égypte, a été amené à migrer ; de même, la famille de Nazareth (Joseph, Marie et l'enfant Jésus) ont dès le départ dû migrer en terre d'Égypte pour échapper au danger de mort pour l'enfant. Enfin, Jésus lui-même, en parlant du Jugement dernier (Matthieu 25, 31-46), parle des « *bienheureux* » comme ceux qui « *ont accueilli l'étranger* » et des « *malheureux* » comme ceux qui ne « *l'ont pas accueilli* ».

Il faut avoir à l'esprit ces événements bibliques et ces considérations faites par Jésus pour évaluer ce qui se produit actuellement et mesurer notre responsabilité ou celle d'autrui à juger et agir face au phénomène migratoire.

Il est vrai que non seulement l'Église de Jésus voit dans les migrants des frères, mais qu'elle considère la migration comme une opportunité plus qu'un problème, une grande occasion d'évangéliser d'autres cultures: une opportunité et un "défi" pour tout chrétien.

Le migrant est une personne, avec sa dignité humaine irremplaçable, qui doit être respectée. Par conséquent, toute instrumentalisation, dans les différentes formes sous lesquelles elle peut se manifester, est inadaptée.

Dans le même temps, les migrants eux-mêmes ont le droit de vivre sur leur terre et d'y développer leurs propres talents et leurs propres responsabilités personnelles et familiales. Les États nationaux ont le devoir de permettre à leurs citoyens de vivre dans leur pays, de contribuer au bien commun du pays de naissance. La migration par choix, et donc régulière, devrait être la seule forme de migration.

Les pays d'accueil, là où les migrants arrivent, ont le droit de réguler le flux migratoire. L'UE elle-même devrait mieux l'exercer. Réguler et recevoir les migrants n'est pas seulement un devoir, mais aussi l'occasion pour ces pays d'offrir l'hospitalité nécessaire et de concilier celle-ci avec le bien commun de leur propre nation.

Les migrants, bien que sujets de droits et dans certains cas de devoirs (droit d'asile), ont en même temps des devoirs et des responsabilités envers les pays qui les accueillent. Le premier d'entre eux est la responsabilité de contribuer au *bien commun* du pays d'accueil. Il ne faut donc pas oublier les paroles de Jésus : « *Si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus* ». Nous retrouvons en celles-ci non pas une contradiction, mais bien un complément de l'accueil gratuit qui doit être temporaire et ne pas évoluer en de nouvelles formes d'assistanat qui alarment les opinions publiques, aggravent les bilans nationaux et humilient profondément la dignité humaine des hébergés, des migrants et de leurs familles.

Nous espérons que, lors des débats nationaux et européens des prochains jours et des prochaines semaines, les institutions et la politique pourront être illuminées au moins par un léger souffle de christianisme.

Sursum Corda!

Luca Volontè, directeur général de la Fondation Novæ Terræ